

Lutte de classe

A propos du rapport 2006 du CERC

Hier, j'ai lu en diagonale le rapport de 240 pages qui a été remis au Premier ministre vendredi dernier par le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC). Ce rapport qui a été commenté par les médias pose problème. Vous le trouverez à l'adresse suivante : <http://www.cerc.gouv.fr/>

Ce rapport se compose de données chiffrées, d'analyses et de recommandations. J'ai constaté que lorsque les données récoltées faisaient apparaître un bilan mitigé ou stable pour le gouvernement et le patronat, elles étaient présentées sous forme de tableaux ou graphiques dont la lecture et l'interprétation étaient facilitées et immédiates.

Par contre, dès que ces données faisaient apparaître une détérioration rapide et profonde de la situation économique et sociale des travailleurs ou des jeunes, des injustices ou des disparités criantes, là bizarrement plus de tableaux, les chiffres s'alignaient les uns derrière les autres, ce qui forçait à les mémoriser afin de les comparer entre eux, ce qui s'avérait plus difficile. Dans le premier cas, on est en présence d'une image présentant une ou des courbes facilement mémorisables, dans le second, des dizaines de données chiffrées, de dates beaucoup plus difficile à mémoriser.

C'est une façon comme une autre d'influencer le mode de pensée du lecteur qui en prend connaissance en favorisant la mémorisation des données favorables au gouvernement et au patronat, au détriment des autres qui condamnent leur politique. Est-ce vraiment un hasard ? Il faudrait être naïf pour le penser.

Explication : ce rapport a été commandé par le gouvernement Chirac - de Villepin qui représente les intérêts du capitalisme français et mondial. Il en a confié la mission à un organisme, le CERC, qui existe depuis 2000.

Or, cet organisme est présidé par Jacques Delors (PS) et parmi les rédacteurs de ce document, on trouve aussi Nicole Notat (CFDT). Delors est bien connu pour représenter et défendre au sein du PS la doctrine sociale de l'Eglise, donc les thèses du corporatisme, ancien président de la Commission européenne et donc chaud partisan de l'Union européenne. De son côté, Nicole Notat est bien connu pour avoir signé avec le patronat tous les accords pourris de régression sociale, lorsqu'elle était secrétaire générale de la CFDT.

Alors de là à penser que ce rapport manque singulièrement de partialité, il n'y a qu'un pas que je franchis sans prendre le moindre risque, contrairement aux médias aux ordres.

Dans ce rapport, il y a évidemment des données imparables et essentielles que leurs auteurs ne pouvaient pas passer sous silence, parce qu'elles sont pour la plupart déjà largement diffusées et connues.

Par contre, ils s'emploient à minimiser la situation dramatique dans laquelle se trouvent plongés des millions de travailleurs et jeunes, en allant jusqu'à émettre des doutes sur l'ampleur de la précarité et de la pauvreté qui les frappent, pour finalement conclure que les choses vont mal, mais qu'elles pourraient être pires et qu'il faudrait faire quelque chose pour que cela s'arrange, faisant l'éloge de la LOLT, préconisant de renforcer l'ensemble des mesures réactionnaires prises au cours des dernières années, en reprenant au passage la quasi totalité du catalogue des mesures scélérates programmées par le gouvernement et préconisées par l'OCDE, le FMI et l'Union européenne : intensifier la chasse aux chômeurs, faire bosser nos vieux jusqu'à ce que mort s'ensuive, etc., etc. Un avant goût du programme ultra réactionnaire du PS et de Marie Ségolène Royale si elle parvenait au pouvoir en 2007 en quelque sorte, à moins que ce privilège ne revienne à Sarkozy.

Ce qui est le plus significatif dans ce document, c'est que leurs auteurs se révèlent être totalement étrangers aux préoccupations immédiates de la population, ce qui n'est pas une surprise. Par exemple, ils s'interrogent sur la réalité des difficultés que rencontrent la majorité des travailleurs, sur la véracité de la baisse du pouvoir d'achat, comme s'il s'agissait d'un fantasme collectif !

Pour conclure, le titre du dernier chapitre de ce rapport intitulé « *Entre ombres et lumières* », évoque davantage les contradictions insolubles dans lesquelles se débattent les représentants et gestionnaires du capitalisme en France. Les auteurs de ce rapport ont finalement été obligés de dresser un constat accablant pour le gouvernement et le patronat de la situation économique et sociale du prolétariat, certes déformé, mais cela montre à quel point la situation dans son ensemble est devenue pratiquement incontrôlable, ce qui préfigure les explosions sociales qui ne manqueront pas d'avoir lieu dans les mois qui viennent.

Quant à la manière de lutter contre les inégalités qui se creusent un peu plus chaque jour, conformément à l'objet de ce rapport qui était de préparer la conférence sur l'emploi et les revenus prévue le 14 décembre entre le gouvernement, le Medef et les syndicats, ils préconisent le remède miracle du « *dialogue social* » : « *Cette question, au demeurant fort complexe, est actuellement étudiée par le Conseil d'orientation pour l'emploi et fait l'objet d'un état des lieux entre les organisations patronales et syndicales.* », pour en faire l'éloge un peu plus loin « *Quant à la négociation, elle doit traduire la recherche, par les partenaires sociaux, d'une convergence et d'un compromis* » avec le gouvernement et le patronat. Tout est dit ici clairement en quelques mots.

D'où la nécessité d'engager sans tarder le combat pour interdire aux appareils des syndicats de participer à cet organisme de collaboration de classes, pour qu'ils rompent immédiatement leurs relations avec le gouvernement et le Medef, notamment.

Comment ne pas s'étonner que les partis, organisations et groupes qui se réclament du trotskysme ne réalisent pas l'unité sur cette question déterminante pour le prolétariat et sa jeunesse, sachant que sans l'aval des appareils des partis et des organisations du mouvement ouvrier, le gouvernement ne pourrait passer aucune mesure réactionnaire ?

Au bout de plusieurs décennies, voir parfois depuis plus de 60 ans, ne serait-il pas temps de dresser un bilan objectif et impartial de la participation des syndicats dans tout un ensemble d'organismes aux côtés du Medef ou du gouvernement ? Ne serait-il pas temps de dresser le bilan de la collaboration de classes qui s'est littéralement institutionnalisée après la seconde guerre mondiale pour aboutir aujourd'hui au corporatisme ?

Combien de militants savent exactement dans combien d'organismes en France, en Europe et dans le monde et depuis combien de temps, les appareils des syndicats collaborent avec notre ennemi de classe ?

Etonnant à plus d'un titre que la LCR, LO et le PT à travers la candidature de Schivardi s'appêtent à demander aux travailleurs de voter pour eux sans aborder ce sujet crucial pour la lutte de classe présente et à venir. On aurait envie de leur poser une seule question : pour quel programme devrions-nous voter, si vous n'êtes même pas capable de mener ce combat indispensable ? Qui et quels intérêts représentez-vous réellement ?